

La Fapeo demande de faire atterrir le Pacte d'excellence d'urgence

À une semaine de la rentrée, la fédération des associations de parents de l'enseignement officiel met la pression sur le politique.

A l'approche de la double séquence électorale qui va accaparer le monde politique ces prochains mois, la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo) a demandé lundi l'adoption rapide des différentes réformes devant donner corps au Pacte pour un enseignement d'excellence.

« Il en va de la responsabilité de tous les partis démocratiques de faire avancer la réforme du système éducatif. Les acteurs (du Pacte), dont la Fapeo, se sont mis autour de la table pour élaborer les contours de l'école de demain. Si ce vaste chantier devait accoucher d'une souris par manque d'ambition et sous la pression d'intérêts corporatistes ou électoralistes, nous devrions faire le constat affligeant que l'école en Belgi-

que francophone n'est pas réformable », juge la Fapeo dans un communiqué.

Pour elle, il s'agirait là d'une « catastrophe pour les enfants qui sont les premières victimes de ce système défaillant ».

La fédération insiste notamment sur une implémentation ambitieuse du futur tronc commun (qui doit assurer un continuum pédagogique de la maternelle jusqu'à la 3^e secondaire) et du nouveau pilotage des écoles. Elle veut aussi le maintien des objectifs en matière de gratuité de l'enseignement.

À une semaine de la rentrée des classes, les parents de l'enseignement officiel s'inquiètent par ailleurs du nombre record d'enfants (NDLR : plus de 700) cette année n'ayant pu s'inscrire dans l'école de leur choix pour entamer leur cycle secondaire.

« C'est inacceptable !, tonne l'organisation. Depuis des années, la Fapeo demande aux pouvoirs publics de prévoir des infrastructures scolaires en suffisance pour répondre à l'augmentation du nombre d'élèves. Des places, il en reste un peu, des projets désirables, un peu moins, et ce n'est un mystère pour personne. Nos demandes récur-

rentes de rénover et dynamiser ces établissements, pointés du doigt, également par les gestionnaires publics, sont entendues mais peinent à se réaliser. Nous ne lâcherons pas l'affaire ! », conclut-elle. ■